



LA SOLIDARITÉ COMME REMÈDE

Réinventer une Europe post-pandémie



GUE/NGL
www.guengl.eu



EUROPEAN PARLIAMENTARY GROUP
European Parliament,
B-1047 Brussels, Belgium
+32 (0)2 283 23 01

guengl-communications@europarl.europa.eu
www.guengl.eu

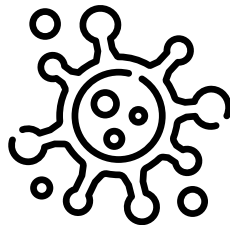
Icons made by Eucalyp from www.flaticon.com

May 2020

LA SOLIDARITÉ COMME REMÈDE

Réinventer une Europe post-pandémie

INTRODUCTION



Lorsque la pandémie de Covid-19 a frappé, une action ferme et décisive des institutions européennes était requise. Et pourtant, les mesures sont arrivées trop tardivement, ont manqué de solidarité et ont été loin d'être suffisantes pour faire face à l'ampleur et à la gravité de la crise.

La crise du coronavirus a révélé les conséquences des politiques néolibérales menées par l'UE et l'absence de coordination et de solidarité entre les États membres, car les mesures nécessaires pour soutenir les pays en grave difficultés et pour stimuler la reprise économique et sociale n'ont pas été prises à temps et n'ont pas été à la hauteur.

Bien entendu, ce sont les travailleurs-euse-s qui ont été en première ligne dans la lutte contre le coronavirus. Les travailleur-euse-de la santé dans les hôpitaux et les pharmacies, les aides-soignant-e-s, les agent-e-s d'entretien, tou-te-s celles et ceux qui travaillent dans les magasins et bien d'autres encore ont enduré une situation difficile et ont souvent mis leur vie en danger. Avec ces travailleur-euse-s, les citoyens vulnérables et la société dans son ensemble ont réclamé à juste titre des solutions urgentes pour répondre à la gravité de la crise et pour réparer les atteintes aux services publics infligées depuis des décennies par les idéologues du libre-marché.

Il est essentiel de rompre avec les politiques fondées sur l'austérité, la privatisation et la déréglementation, qui ont été dévastatrices pour nos systèmes de santé et ont porté préjudice aux travailleur-euse-s.

L'UE doit agir dans quatre domaines clés : investir dans la santé publique, créer des emplois et renforcer la protection sociale, lutter contre la crise économique et sociale en assurant une reprise verte et socialement juste, et faire respecter les droits fondamentaux.

Lorsque nous sortirons de cette épreuve, le monde sera différent. Nous ne reviendrons pas simplement à ce qu'il était avant et nous ne devons pas revenir à l'ancien système qui nous a conduit à la catastrophe. Nous pouvons en tirer les leçons et prendre des décisions différentes pour l'avenir. Bien que la crise du coronavirus ait eu des conséquences humaines terribles, elle a réuni également les citoyens et permis d'ouvrir les yeux sur le travail crucial accompli par de nombreux travailleur·euse·s jusqu'ici sous-estimé·e·s. La solidarité observée au sein des populations doit se traduire par un changement de grande ampleur. Cela signifie que nous devons nous battre pour une reprise qui place l'égalité, les droits, la justice sociale et la Planète au cœur de ses préoccupations.

Ces derniers mois ont montré que chacun d'entre nous n'est en sécurité que lorsque nous le sommes tous – nous devons donc saisir cette opportunité pour renforcer nos systèmes collectifs de santé publique, fournir un filet de sécurité à tous les travailleurs et veiller à ce que les investissements publics pendant la reprise soient en phase avec la transition sociale et écologique dont nous avons besoin.

Une véritable réponse coopérative à la crise du Covid-19 – surtout compte tenu de sa dimension mondiale – est l'occasion d'imaginer et de préparer un avenir meilleur pour nous tous, et de construire des sociétés égalitaires faites de progrès et de droits sociaux, avec une justice climatique et une démocratie pour tous.

Manon Aubry et Martin Schirdewan,
co-présidents du groupe GUE/NGL
au Parlement européen

LA SANTÉ AVANT LE PROFIT



Protéger les vies, quoi qu'il en coûte. "Quoi qu'il en coûte" doit être le leitmotiv pour la santé publique et la solidarité.

Au cours des dernières décennies, l'UE, en étroite coopération avec les institutions financières internationales, a imposé des réformes néolibérales qui ont réduit de manière drastique les dépenses publiques, avec des effets désastreux sur les systèmes de santé. Nous devons mettre un terme aux politiques néolibérales et à l'austérité, en investissant fortement dans les systèmes de santé publique et de sécurité sociale. Une coopération et une coordination européennes immédiates sont vitales pour faire face aux menaces sanitaires transfrontalières, comme le Covid-19. Cela implique :

- Une véritable Planification sanitaire européenne, qui organise la réquisition par les États membres de toutes les capacités de traitement; qui coordonne la fourniture d'équipements médicaux et de médicaments, et qui organise le transfert des patients par-delà les frontières en cas de surcharge des hôpitaux.
- Nous devons préserver les systèmes de santé publique et augmenter considérablement leur financement, pour garantir l'accès universel aux hôpitaux, aux EHPAD, aux services de santé locaux et à des médicaments de bonne qualité. Les droits des personnes handicapées doivent être défendus.
- Les États membres doivent nationaliser ou réquisitionner les sites de production quand cela s'avère nécessaire pour fabriquer tous les matériels médicaux requis ; la Commission européenne doit utiliser pleinement toutes les possibilités offertes par le Mécanisme de Protection Civile de l'Union européenne, pour garantir un approvisionnement adéquat à l'avenir.
- L'approche du déconfinement doit être coordonnée afin d'éviter un rebond du virus. L'UE et les États membres doivent élaborer conjointement des critères encadrant la levée du confinement et d'autres mesures d'urgence, fondés sur un objectif de préservation de la vie humaine, en établissant des lignes directrices claires.
- La Commission et les États membres doivent garantir des ressources suffisantes au Centre Européen de Prévention et de Contrôle des Maladies, à l'Agence Européenne des Médicaments et à l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments, dès aujourd'hui et dans le cadre du futur budget européen à long terme.

ACTIONS CLÉS :

- La Commission doit veiller à ce que, lorsque des fonds publics de l'UE sont consacrés à la recherche, les résultats de cette recherche soient exempts de droits de propriété intellectuelle. À cet effet, la Commission doit prendre toutes les initiatives nécessaires pour garantir la gratuité, l'accessibilité et la disponibilité des vaccins et des traitements contre le coronavirus, en utilisant tous les outils nécessaires, y compris l'octroi de licences obligatoires, le regroupement de brevets et l'obligation de mettre à disposition les résultats des recherches sous le régime du libre accès.
- Il faut soutenir la régulation des secteurs essentiels par les États et les outils d'intervention, comme la nationalisation des établissements de soins de santé. La relocalisation de la production doit également être rendue possible, pour les secteurs stratégiques qui sont trop importants pour être laissés entre les mains du marché. C'est notamment le cas des équipements de protection individuelle, des tests, des médicaments et des dispositifs médicaux. Cela inclut la création de pôles publics du médicament.
- Les États membres doivent prendre des mesures de protection supplémentaires face à l'augmentation massive des violences faites aux femmes et aux enfants. Les lignes d'assistance téléphonique et les services destinés à toutes les victimes de violences intrafamiliales sont des "services essentiels" et doivent rester ouverts.
- Les États membres doivent garantir la sécurité et la rapidité d'accès à la santé sexuelle et reproductive ainsi que les services de santé nécessaires à toutes les femmes et jeunes filles pendant la pandémie de Covid-19. Cela signifie l'accès à la contraception, y compris la contraception d'urgence, et l'accès aux soins en cas d'avortement, y compris l'accès à l'avortement médicamenteux à domicile sous surveillance médicale.
- Nous devons renforcer les systèmes de santé publique dans leurs dimensions à la fois curative et préventive, afin qu'ils soient mieux équipés et financés pour faire face à une prochaine épidémie. La santé doit être entre les mains du secteur public ou du secteur non marchand.

DÉFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET LA JUSTICE SOCIALE



Cette crise a mis en évidence l'importance de travailleur·euse·s qui sont généralement sous-payé·e·s, vulnérables et trop souvent ignoré·e·s. Nous devons leur rendre hommage non seulement par des applaudissements quotidiens, mais aussi par un respect durable, par des conditions de travail dignes et par la revalorisation de leurs droits et de leurs salaires sur le long terme.

De nombreux·euses travailleur·euse·s se sont avéré·e·s essentiel·le·s pour nos sociétés et beaucoup ont été durement touché·e·s par les mesures de confinement. La majorité des travailleur·euse·s de première ligne sont des femmes, qui risquent encore davantage de devoir porter la plus grande partie du fardeau du coronavirus. Nos héros et nos héroïnes méritent une augmentation de salaire.

Les mesures de protection, l'emploi et les droits sociaux doivent être maintenus et renforcés pour tou·tes·s. Pour garantir les standards les plus élevés, notre action doit être guidée par les principes suivants :

- Les États membres doivent sauvegarder les emplois et protéger les revenus en finançant des mesures telles que l'accès au chômage partiel, l'extension du paiement de l'arrêt-maladie et la réduction du temps de travail des travailleur·euse·s qui gardent leurs enfants ou ont à charge un membre vulnérable de leur famille, tout en maintenant une rémunération à temps plein. Pour les parents qui travaillent, en particulier les parents isolés qui n'ont pas accès à des services de garde d'enfants, un congé parental rémunéré supplémentaire doit être possible, sans conditions.
- Personne ne doit être forcé de travailler sans protection ou si le risque sanitaire est élevé. Les activités non essentielles doivent être suspendues et il doit être recommandé aux travailleur·euse·s de rester chez eux. Les travailleur·euse·s doivent avoir la possibilité et les moyens de recourir au télétravail, afin de protéger leur santé. Le droit à la déconnexion doit être respecté.
- Tou·te·s les employé·e·s doivent être protégés contre le licenciement. L'aide financière aux entreprises privées doit être subordonnée à l'absence de licenciements et à la protection des niveaux existants de conditions de travail. Les tentatives

ACTIONS CLÉS :

de certains États membres et de certaines entreprises de tirer profit de la situation pour porter atteinte aux droits des travailleur-euse-s doivent être fermement rejetées.

- L'UE doit adhérer à la Charte Sociale européenne révisée et prendre des mesures immédiates pour garantir les droits qu'elle contient. Tous les États membres devraient ratifier la Charte révisée, tout en laissant la possibilité aux États membres d'appliquer des normes plus élevées s'ils le souhaitent. Le Socle Européen des Droits Sociaux doit être révisé et amélioré afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Les États membres doivent investir dans les services publics, en particulier les soins de santé, l'éducation, les soins aux enfants, aux personnes âgées et aux sans-abri, ainsi que le logement. Nous pourrions ainsi atténuer la crise sociale et améliorer la vie des populations défavorisées, y compris celles qui sont menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale.
- Les États membres doivent s'attaquer à la perte de revenus, de protection sociale et de droits à la retraite subie par les femmes et résultant des soins qu'elles prennent à leur charge.
- Le droit au logement doit être garanti tout au long de la crise et au-delà. Les États membres doivent interdire les expulsions locatives et permettre à tous les ménages précaires de suspendre les paiements des prêts immobiliers et des loyers pendant cette crise. Nous devons promouvoir le logement social et plafonner les loyers après la crise pour les plus défavorisés.
- Les allocations chômage doivent être versées sans conditionnalité à ceux qui ont perdu leur emploi, jusqu'à ce que la reprise économique soit complète.

LE DROIT AU LOGEMENT DOIT ÊTRE GARANTI TOUT AU LONG DE LA CRISE ET AU-DELÀ.

- Nous avons besoin d'un Système européen de Réassurance Chômage, fondé sur un principe de solidarité et de nécessité, sans conditionnalités macro-économiques, et sans toucher aux systèmes nationaux d'assurance chômage ni les harmoniser vers le bas.
- La consultation et l'association des syndicats sont le meilleur moyen de protéger les droits des travailleurs, les salaires et les emplois et d'amortir les effets de la crise en évitant une récession prolongée.
- La négociation collective est le meilleur outil pour garantir des conditions de travail et une protection améliorées pour tous les types de travailleur·euse·s et de relations de travail. Ces systèmes doivent être renforcés, en particulier pour les travailleur·euse·s ayant un emploi atypique ou précaire, les faux indépendants tels que les travailleurs de plateformes, notamment lorsque les droits sociaux ont été endommagés par les politiques néolibérales européennes .
- De vastes programmes d'aides seront essentiels pour s'assurer que des emplois ne soient pas perdus dans le secteur du tourisme. Les investissements devraient être assortis de conditions strictes en matière de normes environnementales et sociales, de respect des droits de l'homme tout au long des chaînes d'approvisionnement, et de transparence fiscale.
- Les secteurs sportif, culturel, des médias et de la création nécessitent une aide financière, notamment par le biais de l'Initiative d'Investissement en Réponse au Coronavirus. Les professionnels du sport, de l'événementiel et de la culture, ainsi que les autres travailleurs indépendants et les journalistes free-lance doivent avoir accès à des mesures de soutien et à des compensations financières.
- Les États membres doivent garantir le droit à l'éducation, y compris les services de garde d'enfants, en garantissant l'accès à Internet et à des PC pour les bibliothèques et pour l'enseignement à domicile ; en autorisant l'utilisation de licences de logiciels scolaires en dehors des écoles ; en garantissant des examens sous des formes non discriminatoires pour les élèves et les étudiants en 2020.



UNE RÉPONSE ÉCONOMIQUE CENTRÉE SUR L'HUMAIN ET À LA PLANÈTE

Pour faire face efficacement à la pandémie, il faut tirer les leçons de l'échec destructeur des mesures d'austérité. La crise actuelle appelle une réponse européenne solide, mais les mesures annoncées jusqu'à présent s'avèrent inadéquates. Les citoyen.ne.s européen.ne.s ne doivent pas payer le prix de cette crise. Une voie s'impose pour promouvoir la solidarité et minimiser le risque auquel sont exposés les citoyen.ne.s et les pays. La reprise doit être verte et conforme aux engagements pris dans l'Accord de Paris.

ACTIONS CLÉS :

- Le Pacte de Stabilité et de Croissance doit être suspendu jusqu'à ce qu'il puisse être révoqué, et le Semestre européen comme la Procédure pour Déséquilibres Macroéconomiques doivent être également suspendus sur le long terme, afin de donner aux États membres les capacités financières nécessaires pour financer les services publics et les programmes de relance. Ils devraient être remplacés par un Pacte pour le Développement Durable et l'Emploi, fondé sur des critères sociaux tels que le travail décent et digne, et la sauvegarde des droits du travail.
- Les institutions de l'UE, en particulier la Banque Centrale Européenne (BCE), doivent agir de toute urgence pour empêcher l'éclatement d'une nouvelle crise financière et de la dette souveraine. La BCE doit s'engager à agir en tant que prêteur en dernier ressort pour les États membres. Il est nécessaire de créer immédiatement des obligations Covid-19 («Corona Bonds»), et des obligations «Green Deal» européennes («Green Deal Bonds»), émises par la BCE ou garanties par un programme d'achat de la BCE. Elles doivent être inconditionnelles et permettre aux États membres de se remettre rapidement de la crise de la pandémie et de transformer leurs économies sans abandonner quiconque au bord du chemin. Ces obligations «Corona Bonds» devraient être perpétuelles et sans intérêts, afin de jouer un rôle de création monétaire permanente à même de compenser un choc économique extraordinaire. Elles pourraient également être émises par le futur Fonds Européen de Relance ou la BEI, à la condition qu'elles soient émises sans conditionnalités macroéconomiques ou autres, et immédiatement achetées par la BCE.

- La dette souveraine liée au Covid-19 doit être identifiée et annulée, en particulier la part de la dette détenue par la BCE, afin permettre à nos économies de prendre un nouveau départ et de surmonter les impacts économiques et sociaux du Covid-19.
- Nous avons besoin d'un Fonds européen de Relance d'au moins 1.500 milliards d'euros, financé par des obligations perpétuelles à taux d'intérêt nul, qui doivent être distribuées conformément aux règles de cohésion au sein des États membres et en utilisant des subventions sans aucune conditionnalité. Ces obligations devraient être achetées par la BCE et être exclues du contrôle du respect du Pacte de Stabilité et de Croissance jusqu'à son abrogation. Ce plan d'investissement pour la relance, qui devrait être établi selon une «approche de cohésion», doit aller de pair avec la transformation radicale de nos économies, indispensable pour faire face à la crise de l'environnement et de la biodiversité sans laisser qui que ce soit au bord du chemin.
- La BCE et la Commission doivent proposer une révision des statuts de la banque centrale afin d'accroître la capacité de la banque à soutenir les dépenses publiques et afin de rendre ses statuts compatibles avec les nouveaux outils utilisés lors de l'épidémie de Covid-19, notamment les obligations perpétuelles inconditionnelles.
- Nous avons besoin d'une réglementation stricte des marchés financiers pour prévenir les attaques spéculatives. La vente à découvert, la distribution de dividendes, les bonus et les rachats doivent être interdits à court terme et strictement réglementés à long terme.
- L'UE et les États membres devront créer de nouvelles ressources pour financer la relance. La relance ne sera pas socialement juste si elle n'est pas financée par des recettes fiscales progressives et redistributives. La fiscalité ciblant les grandes entreprises et les particuliers fortunés doit être augmentée. Nous devons augmenter les taux d'imposition des sociétés, avec des taux plus élevés pour les entreprises dégageant plus de profit, et lever un impôt sur la fortune nette ciblant les plus riches, ainsi qu'une Taxe sur les Transactions Financières.
- L'UE doit intensifier sa lutte contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale et s'accorder de toute urgence sur la mise en œuvre de la transparence fiscale, sur l'établissement d'une liste crédible de paradis fiscaux incluant les paradis fiscaux présents au sein de l'UE, ainsi que sur un taux minimum d'impôt des sociétés.

- Nous devons mettre fin immédiatement aux sanctions et blocus économiques qui compromettent la santé et le bien-être des personnes. Nous avons en revanche besoin de solidarité internationale, comme l'ont démontré certains pays en dehors de l'UE. Cette solidarité doit s'étendre à d'autres crises. C'est d'autant plus important pour les pays du Sud, pour qu'ils puissent faire face aux pertes et aux dommages subis, ainsi qu'à l'adaptation et au financement de la lutte contre les changements climatiques.
- Tous les accords commerciaux relatifs à l'accès aux brevets pour l'équipement médical et pour les médicaments doivent faire l'objet d'une exception sanitaire européenne notifiée à l'OMC, de manière à traiter les produits de santé différemment des autres produits commerciaux. Aucune restriction ne doit être imposée aux États quant à la possibilité pour eux d'intervenir dans le secteur de la santé publique.
- La crise a souligné la nécessité de rétablir la capacité de production dans des secteurs essentiels. Avoir laissé des décisions fondamentales aux acteurs du marché mondialisé motivés par le profit a conduit à une délocalisation et à une perte de la souveraineté industrielle démocratique sur les circuits de production. Le Green Deal européen doit proposer un plan d'investissement public durable et coordonné, pour développer un système productif durable dans chaque État membre. Les industries stratégiques doivent être relocalisées. Un nouveau cadre pour la Politique de Concurrence, y compris pour les aides d'État, devrait favoriser un secteur public fort, et la fin des délocalisations et des accords commerciaux qui ont entraîné la disparition complète de secteurs industriels nationaux essentiels.

L'UE DOIT INTENSIFIER SA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET L'ÉVASION FISCALE

- Nous devons redoubler d'efforts pour mettre un terme au réchauffement climatique, et à la perte de biodiversité et des habitats naturels, étant donné leurs liens étroits avec cette crise sanitaire, et notamment mettre en place un plan de relance de grande ampleur qui affiche des objectifs climatiques ambitieux. Cela signifie la neutralité carbone avant 2040 et une sortie rapide des énergies fossiles.
- La crise ne doit pas servir de prétexte pour retarder le Green Deal. Au contraire, le Green Deal doit plutôt être considéré comme un plan de relance fixant des objectifs climatiques élevés, avec une diminution de 70 % des émissions de CO2 d'ici 2030. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une stratégie d'adaptation beaucoup plus ambitieuse pour l'Europe.
- L'argent public doit être utilisé pour réorienter les activités des entreprises vers des modèles plus durables, avec des conditionnalités sociales et environnementales claires pour toute aide financière.
- Un Plan d'Action d'urgence redéfini pourrait à la fois protéger les bénéficiaires des programmes de l'UE et contribuer efficacement à atténuer les conséquences socio-économiques de la crise du Covid-19.
- Un nouveau Cadre Financier Pluriannuel ambitieux pour 2021-2027 est nécessaire, et doit inclure un financement accru pour les politiques de cohésion, climatiques, de santé et de solidarité. L'allocation de fonds destinés à l'industrie de la Défense et aux missions militaires doit être annulée. En réponse à la crise, l'UE a besoin d'un système de ressources propres qui soit repensé et élargi.
- Des fonds supplémentaires doivent être alloués à tous les outils de Développement et d'Aide Humanitaire de l'UE, pour aider les pays en développement à renforcer leurs systèmes de santé.
- Réformer la PAC pour que l'agriculture européenne évolue vers un modèle durable de production et de consommation, avec des revenus décents et une protection des petits agriculteurs, des travailleurs agricoles, un modèle agricole qui soit respectueux du climat et du bien-être des animaux. La Covid-19 est une zoonose, comme le sont 75 % de toutes les maladies infectieuses émergentes. Pour prévenir de nouvelles épidémies, l'UE doit interdire l'importation et le commerce international d'animaux sauvages, et abandonner l'élevage intensif.
- L'impact du Covid-19 a été le plus dur pour la petite pêche. Ce secteur dispose d'un accès très limité aux fonds de l'UE. Le Fonds Européen pour la Pêche maritime doit être massivement remanié pour garantir un soutien adéquat.



DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE, LES DROITS FONDAMENTAUX ET L'ÉTAT DE DROIT

La nécessité d'une orientation claire dans cette crise n'est pas un prétexte pour plus d'autoritarisme, loin de là. Le besoin de coopération et de solidarité est essentiel pour faire face à cette crise. Les citoyen.ne.s ont droit à la protection de leurs droits fondamentaux à tout moment, même en situation d'urgence.

ACTIONS CLÉS :

- Personne ne doit être laissé pour compte : il faut assurer le libre accès à des services publics de santé préventifs et curatifs de haute qualité, sur une base égale et non discriminatoire, indépendamment du statut social et du statut d'immigration.
- Le respect de l'État de droit, de la démocratie et des droits fondamentaux doit être assuré, y compris en ce qui concerne la liberté des médias. Il faut contrer rapidement et catégoriquement toute tentative par des forces autoritaires d'exploiter l'urgence pour détruire la démocratie, les libertés civiles et l'État de droit. Les mesures prises par les États membres doivent être proportionnées, temporaires et soumises au contrôle parlementaire. Ces mesures ne doivent pas être utilisées abusivement pour justifier des actions répressives sous prétexte de protéger la santé des citoyen.ne.s. Dans ce contexte, nous observons des tendances profondément inquiétantes dans plusieurs pays, et des évolutions inacceptables en Hongrie et en Pologne.
- L'UE doit condamner la discrimination, la stigmatisation et les discours de haine à l'encontre des migrant.e.s, des réfugié.e.s et des minorités, et se concentrer en particulier sur la situation des Roms, qui ont été pris pour cible par certaines autorités locales et régionales, et expulsés de leurs communautés dans plusieurs pays.
- Le droit d'asile doit être garanti. L'UE et ses États membres doivent mettre un terme aux expulsions et libérer les migrant.e.s en détention administrative. Les permis de séjour doivent être prolongés automatiquement et des permis de séjour temporaires doivent être accordés aux migrant.e.s sans papiers. Nous devons immédiatement évacuer les camps des îles grecques, en transférant les personnes dans des logements sûrs et décents, en relocalisant les demandeur.euse.s d'asile vers d'autres États membres de l'UE et en assurant le regroupement familial des demandeur.euse.s d'asile.

- Il faut porter secours aux personnes en détresse en mer. Les États membres doivent secourir rapidement les navires en détresse conformément au droit maritime international et prévoir un lieu de débarquement dans un port de l'UE pour les personnes qui ont été sauvées en mer, y compris par des navires de la société civile et des navires marchands.
- Les mesures prises aux frontières extérieures et intérieures doivent se limiter au nécessaire, être proportionnées et fondées sur le Code Frontières Schengen, la Directive sur la Libre Circulation et la Charte des Droits Fondamentaux. Les États membres doivent permettre aux personnes nécessitant une protection internationale d'entrer dans l'espace Schengen, comme le prévoit le droit de l'UE. Nous demandons instamment à la Commission de contrôler la légalité de toutes les mesures prises dans l'administration des frontières et d'assurer leur évaluation ex post. Nous devons revenir dès que possible à un espace Schengen pleinement fonctionnel et au plein respect du droit à la libre circulation.
- La Commission doit contrôler les mesures de surveillance adoptées par les États membres, telles que la collecte des données de localisation ou le développement d'applications pour smartphones permettant de suivre les mouvements de

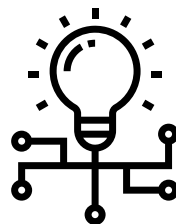


population, mesures qui peuvent porter préjudice à notre vie privée et à la protection des données. Ces mesures doivent être évaluées en consultation avec le Contrôleur Européen de la Protection des Données et doivent être légales, efficaces, proportionnées, transparentes et temporaires : les initiatives d'urgence ne doivent en aucun cas déboucher sur une surveillance de masse après la crise.

- Les États membres doivent aussi protéger la santé des personnes dans les prisons et centres de détention, tout en garantissant leur droit de communiquer avec leur famille et leurs avocat.e.s. Étant donné la situation particulièrement dramatique due à la surpopulation carcérale, les États membres devraient permettre la libération anticipée de certaines catégories de détenu.e.s, notamment les personnes âgées et les personnes gravement malades, et recourir à des mesures alternatives à l'incarcération.

L'UE DOIT CONDAMNER LA DISCRIMINATION, LA STIGMATISATION ET LES DISCOURS DE HAINE À L'ENCONTRE DES MIGRANT.E.S, DES RÉFUGIÉ.E.S ET DES MINORITÉS.

IMAGINER DE NOUVEAU



Après cette pandémie, le monde peut et doit être radicalement différent de ce qu'il était avant. Le Covid-19 a mis à nu ce que nous savions avant la crise sanitaire actuelle : le système capitaliste ne fonctionne pas. Le dogme néolibéral, la catastrophe climatique, la destruction des services publics, les atteintes aux droits des travailleurs - tous ces éléments sont emblématiques de son dysfonctionnement.

Cependant, cette crise a aussi ouvert le champ des possibles. Cette pandémie est une occasion inédite de concevoir notre système tel qu'il devrait l'être, s'il était construit selon une autre logique, au service d'une société qui place la santé, les personnes et la planète au-dessus du profit.

Tandis que la solidarité devient de plus en plus vitale, les citoyens constatent que les dirigeants de l'ancien monde et leurs doctrines vouées à l'échec ne nous aideront pas à préparer l'avenir dont nous avons besoin.

Cet avenir, c'est une planète saine, égalitaire et écologiquement juste. Nous ne pouvons pas attendre : le travail collectif pour construire ce monde doit commencer dès maintenant.

C'est pourquoi nous affirmons la nécessité d'une autre Europe. Une Europe qui protège les droits, qui apporte un progrès durable et qui chérit la démocratie. Une Europe qui défend l'égalité, la liberté et la coopération pacifique dans le monde entier.

Une Europe de la solidarité.

**AFTER THIS PANDEMIC,
THE WORLD CAN, AND SHOULD,
BE RADICALLY DIFFERENT
FROM WHAT IT WAS BEFORE.**

La gauche au Parlement européen

Notre groupe rassemble des députés européens qui défendent les travailleurs, l'environnement, le féminisme, la paix, la démocratie et les droits de l'homme.

**UNE AUTRE
EUROPE
EST POSSIBLE!**



GUE/NGL

European United Left • Nordic Green Left
EUROPEAN PARLIAMENTARY GROUP

www.guengl.eu

Follow GUE/NGL on:

